

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Ce-que-nous-avons-appris-a-la-sixiemes-rancontre-continentale-de-La-Havane>

Ce que nous avons appris à la sixièmes rancontre continentale de La Havane.

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mardi 15 mai 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Leer en español](#)

Maria Luisa Mendonça a amené à la Rencontre de La Havane un documentaire bouleversant sur la coupe à la main de la canne à sucre au Brésil.

Comme pour mes réflexions antérieures, je résume, partant de paragraphes et de phrases de sa communication, l'essence ce qu'elle affirme :

La plupart des guerres des dernières décennies ont eu comme motivation fondamentale, on le sait, le contrôle de sources d'énergie. La consommation d'énergie est garantie à des secteurs privilégiés dans les pays du centre aussi bien que la périphérie, tandis que le gros de la population mondiale n'a même pas accès aux services de base. La consommation d'énergie par habitant est de 13 000 kilowatts aux Etats-Unis, alors que la moyenne est de 2 429 dans le monde et de juste 1 601 en Amérique latine.

Le monopole privé de sources d'énergie est garanti par des clauses des accords de libre-échange bilatéraux ou multilatéraux.

Le rôle des pays de la périphérie est de produire de l'énergie bon marché pour les pays riches du centre, ce qui signifie une nouvelle étape de la colonisation.

Il faut démythifier la propagande relative aux prétendus avantages des agrocarburants. Dans le cas de l'éthanol, la culture et le traitement de la canne à sucre polluent les sols et les sources d'eau potable parce qu'ils utilisent une grande quantité de produits chimiques.

La distillation de l'éthanol laisse un résidu qui s'appelle la vinasse, à raison de 10 à 13 litres par litre d'éthanol produit. Une partie de ce résidu peut être utilisé à titre d'engrais, mais le plus gros pollue les cours d'eau et les sources d'eau souterraines. Si le Brésil produisait de 17 à 18 milliards de litres d'éthanol par an, au moins 170 milliards de litres de vinasse se déposeraient dans les régions de plantations de canne à sucre. Imaginez un peu les retombées sur l'environnement !

Le brûlage de la canne à sucre, qui facilite la récolte, détruit une grande partie des micro-organismes du sol, pollue l'air et provoque de nombreuses maladies respiratoires.

L'Institut national de recherche spatiale du Brésil décrète presque tous les ans la région de Sao Paulo - qui représente 60 p. 100 de la production d'éthanol du pays - en situation d'alerte parce que le brûlage rabaisse l'humidité de l'air à des niveaux extrêmement bas (de 13 à 15 p. 100), si bien qu'il est impossible d'y respirer durant la période de récolte.

Des compagnies spécialistes d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ou transgéniques, telles que Monsanto, Syngenta, Dupont, Dao Bass et Bayer, souhaitent beaucoup, on le sait, pousser la production d'agroénergie.

Au Brésil, la société Votorantim a mis au point des technologies permettant de produire de la canne transgénique non comestible, et de nombreuses sociétés, nous le savons, le font aussi. Comme il est impossible d'éviter la pollution par les transgéniques des plantations natives, cette pratique met en danger la production d'aliments.

Quant à la dénationalisation du territoire brésilien, de grosses sociétés ont acheté des sucreries : San Bunge, Novo

Group, ADM, Dreyfus, sans parler des méga industriels George Soros et Bill Gates.

L'expansion de la production d'éthanol a entraîné par conséquent l'expulsion de paysans de leurs terres et provoqué une situation de dépendance envers l'économie de la canne à sucre, d'autant plus grave que cette industrie, non contente de ne pas créer d'emplois, engendre au contraire le chômage dans la mesure où elle contrôle le territoire et ne laisse aucun espace à d'autres secteurs productifs.

On nous vante par ailleurs l'efficacité de cette industrie. Or, nous le savons, elle repose sur l'exploitation d'une main-d'oeuvre bon marché, parce que semi esclave. Les travailleurs sont rémunérés à la quantité de canne coupée, et non à l'heure.

Dans l'Etat de Sao Paulo, où se trouve l'industrie la plus « moderne » et qui est le plus gros producteur du pays, chaque travailleur doit couper de dix à quinze tonnes de canne par jour.

Un professeur de l'Université de Campinas, Pedro Ramos, a fait les calculs suivants : dans les années 80, les travailleurs coupaient environ quatre tonnes par jour et gagnaient en gros l'équivalent de cinq dollars ; aujourd'hui, pour en gagner trois, ils doivent couper quinze tonnes de canne.

Le ministère brésilien du Travail a mené une étude qui indique que cent mètres carrés de canne coupés produisaient auparavant dix tonnes ; de nos jours, avec la canne transgénique, il faut couper trois cents mètres carrés pour atteindre ces dix tonnes. Les travailleurs doivent donc couper trois fois plus de canne pour les mêmes résultats. Ce modèle d'exploitation a causé de graves problèmes de santé et a même conduit des coupeurs à la mort.

Une chercheuse du ministère du Travail en Sao Paulo affirme que le sucre et l'éthanol au Brésil sont baignés de sang, de sueur et de mort. Ce même ministère y a enregistré en 2005 un total de 450 décès de travailleurs pour d'autres motifs (assassinats et accidents, car le transport vers les sucreries est très précaire), mais aussi à cause de maladies comme l'arrêt du coeur et le cancer.

Selon Maria Cristina Gonzaga, qui a mené l'enquête en question, 1 383 travailleurs de la canne sont morts ces cinq dernières années rien que dans l'Etat de Sao Paulo.

Le travail servile est aussi commun dans ce secteur. Les travailleurs, qui viennent en général du Nordeste ou du Minas Gérais, sont recrutés par des intermédiaires, qu'on appelle gatos, chargés de choisir la main-d'oeuvre pour les sucreries, au point que c'est directement avec eux, et non avec les entreprises, que sont signés les contrats.

En 2006, le ministère public a inspecté en Sao Paulo soixante-quatorze sucreries, et toutes ont été condamnées.

Rien qu'en mars 2007, les procureurs du ministère du Travail ont sauvé 288 travailleurs en situation d'esclavage en Sao Paulo.

Ce même mois, au Matto Grosso, 409 travailleurs d'une sucrerie produisant de l'éthanol, dont 150 indigènes, ont été sauvés de la sorte ; l'une des caractéristiques de cette région centrale du pays est d'utiliser les indigènes comme esclaves dans les plantations de canne à sucre.

Des centaines de travailleurs connaissent tous les ans des conditions semblables dans les cannaies. Quelles conditions ? Pas d'inscription formelle ; pas d'équipements de protection ; pas d'eau ni d'alimentation adéquates ; pas d'accès à des toilettes ; des logements très précaires à louer ; paiement de la nourriture, qui coûte très cher ; achat d'articles comme les bottes et les machettes ; bien entendu, en cas d'accidents du travail - extrêmement nombreux - pas de soins adéquats.

Pour nous, le point central est l'élimination du latifundio, qui dément l'image de modernité du Brésil. Au Brésil et dans d'autres pays latino-américains, bien entendu. Il faut aussi une politique de production d'aliments sérieuse.

Ceci dit, je voudrais vous projeter un documentaire que nous avons tourné auprès de travailleurs des cannaies dans l'Etat de Pernambouco, l'une des régions du pays qui produit le plus de canne à sucre, et vous verrez comment sont les conditions réelles.

Nous avons tourné ce documentaire avec le concours de la Commission pastorale de la terre au Brésil et de syndicats de travailleurs de la floriculture dans cet Etat.

C'est sous les applaudissements que l'éminente dirigeante brésilienne a conclu son intervention.

Je transcris ci-dessous les témoignages de coupeurs de canne apparaissant dans le documentaire de Maria Luisa. Pas tous, bien entendu, car ce serait trop long. Quand le documentaire n'identifie pas nommément les coupeurs, j'indique simplement qu'il s'agit d'un homme, d'une femme ou d'un jeune.

- ▶ Severino Francisco da Silva. Mon père est venu à la sucrerie du Junco quand j'avais huit ans. Quand je suis arrivé et que j'avais presque neuf ans, mon père a commencé à travailler et je liais la canne avec lui. J'ai travaillé quatorze ou quinze ans à la sucrerie du Junco.
- ▶ Une femme. Ça fait trente-six ans que je vis ici dans cette sucrerie. Je me suis mariée ici et j'ai onze enfants.
- ▶ Un homme. Ça fait beaucoup d'années que je coupe la canne, je ne sais même pas compter.
- ▶ Un homme. J'ai commencé à travailler à sept ans, et ma vie c'est couper la canne et débroussailler.
- ▶ Un jeune. Je suis né ici, j'ai vingt-trois ans, je coupe la canne depuis mes neuf ans.
- ▶ Une femme. J'ai travaillé ici treize ans, à la sucrerie Salgado. Je semais de la canne, je semais des engrais, je nettoiais la canne, je déshermais.
- ▶ Severina Conceição. Tous ces travaux de la canne, je sais les faire : semer des engrais, semer de la canne. Je faisais de tout avec le ventre comme ça [elle veut parler de la grossesse] et le panier à côté, et je continuais de travailler.
- ▶ Un homme. Je travaille, tous les travaux sont difficiles, mais la récolte de la canne, c'est le pire au Brésil.
- ▶ Edleuza. Je rentre chez moi et je dois faire la vaisselle, arranger la maison, m'occuper du ménage, faire les choses. Je coupais la canne, et parfois quand je rentrais à la maison, je ne pouvais même faire la vaisselle, j'avais les mains abîmées, pleines d'ampoules.
- ▶ Adriano Silva. Le problème, c'est que le gérant exige beaucoup au travail. Y'a des jours où vous coupez la canne et vous gagnez, mais y'a des jours où vous gagnez rien. Parfois, vous y arrivez, et parfois pas.
- ▶ Misael. Ici, la situation est perverse. Le gérant veut diminuer le poids de la canne. Il a dit que ce qu'on coupe ici, c'est ce qu'on a, un point c'est tout. On travaille comme des esclaves, vous comprenez ? Comme ça, c'est pas possible !
- ▶ Marcos. Couper la canne, c'est un travail d'esclave, c'est un travail difficile. On part à trois heures du matin, on rentre à huit heures du soir. C'est bon juste pour le patron, parce que, lui, il gagne plus tous les jours, et le travailleur perd, lui, en diminuant la production, et tout va au patron.
- ▶ Un homme. Parfois, on se couche sans se laver, y'a pas d'eau, on se baigne dans un petit ruisseau qui coule par là.
- ▶ Un jeune. Ici, y'a pas de bois pour faire la cuisine. Si tu veux manger, tu dois te débrouiller pour trouver du bois.
- ▶ Un homme. Le déjeuner, c'est ce que tu amènes de chez toi, et tu manges ici en plein soleil. Tu te débrouilles comme tu peux dans la vie.
- ▶ Un jeune. Celui qui travaille beaucoup doit manger assez. Alors que le patron de la sucrerie vit comme un pacha, qu'il a tout ce qu'il y a de bon et de mieux, nous, ici, on fait que souffrir.
- ▶ Une femme. J'ai eu très souvent faim. Je suis allée me coucher des tas de soirs en ayant faim. J'avais parfois rien

à manger, ni à donner à ma fille. Quelquefois, je cherchais du sel, le plus facile à trouver.

► Egidio Pereira. Vous avez deux ou trois enfants, et si vous faites pas attention, vous mourez de faim. Ça suffit pas pour vivre.

► Ivete Cavalcante. Ici, y'a pas de salaire. Faut nettoyer une tonne de canne pour huit reales. Vous gagnez ce que vous arrivez à couper : si vous coupez une tonne, vous gagnez huit reales. Y'a pas de salaire fixe.

► Une femme. Un salaire ? Non, je sais pas ce que c'est.

Reginaldo Souza. Parfois, ils paient en argent. A cette époque-ci, ils paient en argent, mais en hiver, ils paient qu'en bons.

► Une femme. Le bon ? Vous travaillez, il vous note tout sur un papier, et il vous le passe pour que vous achetiez au marché. Vous ne voyez pas l'argent que vous gagnez.

► José Luiz. Le gérant fait ce qu'il veut avec les gens. Tenez, quand j'ai voulu « faire la moyenne » de la canne, il a pas voulu. Il vous oblige à travailler de force, vous comprenez ? Comme ça, vous travaillez gratis pour la sucrerie.

► Clovis da Silva. C'est la mort ! Vous passez une demi-journée à couper la canne, vous pensez que vous allez toucher un peu d'argent, et quand il calcule, vous découvrez que votre travail vaut rien !

► Natanael. C'est le camion à bestiaux qui transporte les travailleurs. C'est pire que le cheval du patron, parce que quand le patron transporte son cheval, il lui met de l'eau, il lui met de la sciure par terre pour qu'il s'abîme pas les sabots, il lui met du fourrage, il lui met quelqu'un pour l'accompagner. Les travailleurs, qu'ils se débrouillent comme ils peuvent : vous montez, on ferme la portière, et débrouillez-vous. Ils traitent les travailleurs comme des bêtes. Le « tout alcool » n'aide pas les travailleurs. Ça convient aux fournisseurs de canne, ça convient aux patrons et ça les enrichit toujours plus. Si au moins ça créait des emplois pour les travailleurs, ce serait essentiel pour nous, mais même pas ça.

► José Loureno. S'ils ont tant de pouvoir, c'est parce qu'ils ont un politicien qui représente ces sucreries à la Chambre, celle du pays ou celle de l'Etat. Y'a des patrons qui sont députés, ministres, ou alors y'a des parents qui facilitent cette situation pour les patrons, pour les maîtres de sucreries.

► Un homme. Notre lutte, faut croire qu'elle arrête jamais. On a pas de vacances, pas d'étrennes, on perd tout. Même le quart de salaire, qui est obligatoire, on l'a pas, ce qui permettrait d'acheter un vêtement à la fin de l'année, un vêtement aux enfants. On nous donne rien de tout ça, et la situation est toujours plus difficile.

► Une femme. Je suis une travailleuse enregistrée, et j'ai jamais eu droit à rien, même pas de certificat médical. Quand vous tombez enceinte, vous avez droit à un certificat médical, mais j'ai pas eu ce droit, une garantie de famille. J'ai même pas eu d'étrennes. Avant, je recevais toujours un petit quelque chose ; maintenant, plus rien.

► Un homme. Ça fait douze ans qu'il paie plus d'étrennes et de congés.

► Un homme. Tu peux pas tomber malade, tu travailles jour et nuit sur le camion, à la coupe de la canne, au petit matin. J'y ai perdu ma santé, et pourtant j'étais costaud.

► Reinaldo. Un jour, j'avais des tongs aux pieds. Quand j'ai donné un coup de machette pour couper la canne, je me suis coupé l'orteil, j'ai fini le boulot et je suis rentré chez moi.

► Un jeune. Non, ici, on a pas de bottes. On travaille comme ça, beaucoup travaillent même pied nu. Y'a pas de conditions. On nous a dit que la sucrerie allait nous donner des bottes. Ça fait une semaine qu'il s'est coupé le pied [geste pour l'indiquer] parce qu'il y a pas de bottes.

► Un jeune. Je suis tombé malade, j'ai été malade trois jours, j'ai rien touché, on m'a rien payé. Je suis aller voir le médecin, j'ai demandé un certificat et il m'a rien donné.

► Un jeune. Y'a un garçon qui est arrivé de Macugi. En plein boulot, il a commencé à se sentir très mal, il a vomi. C'est un gros effort, le soleil tape dur, et les gens sont pas de fer. Le corps humain y résiste pas.

► Valdemar. Ce poison qu'on utilise [il parle des herbicides] cause des tas de maladies. De plusieurs sortes : cancer de la peau, cancer des os. Ça vous entre dans le sang et ça vous détruit la santé. Vous avez des nausées, parfois vous vous effondrez.

Un homme. Entre deux récoltes, y'a pratiquement pas de boulot.

► Un homme. Le boulot que le patron vous ordonne de faire, faut le faire, parce que si vous le faites pas... C'est pas nous qui commandons ici, c'est eux. Si on vous donne un boulot, faut le faire.

► Un homme. J'espère qu'un jour, je pourrais avoir un petit lopin de terre pour finir comme ça ma vie à la campagne, pour que je puisse me remplir la panse et remplir la panse de mes enfants et de mes petits-enfants qui vivent avec moi. Y'a-t-il quelque chose de mieux ?

Fin du documentaire.

Personne ne saurait être plus reconnaissant que moi pour ce témoignage et cette communication de Maria Luisa dont je viens de faire le résumé. Ils me rappellent des souvenirs de ma prime jeunesse, un âge où les êtres humains sont d'ordinaire extrêmement actifs.

Je suis né dans un latifundio de canne à sucre de propriété privée, borné au nord, à l'est et à l'ouest par de grandes étendues de terres appartenant à trois transnationales étasuniennes qui possédaient ensemble plus de deux cent cinquante mille hectares. La coupe de la canne verte se faisait à la main, et on n'utilisait alors pas d'herbicides, ni même d'engrais. Une plantation pouvait durer une quinzaine d'années. La main-d'oeuvre était si bon marché que les transnationales gagnaient énormément d'argent.

Le propriétaire de l'exploitation de canne où je suis né était un immigrant galicien, originaire d'une famille paysanne pauvre, pratiquement analphabète, arrivé à Cuba d'abord à titre de soldat - au lieu d'un riche qui l'avait payé pour éviter le service militaire - puis rentré en Galice à la fin de la guerre. Il retourna à Cuba de son plein gré, comme le firent de très nombreux Galiciens vers d'autres pays latino-américains.

Il travailla comme journalier d'une importante transnationale, l'*United Fruit Company*. Comme il avait des dons d'organisateur, il recruta un grand nombre de journaliers comme lui, devint employeur et acheta finalement, grâce à la plus-value obtenue, des terres dans la zone mitoyenne au sud de la grande société étasunienne.

La population, dans cette région orientale aux traditions de luttes pour l'indépendance, avait beaucoup augmenté et manquait de terre. Au début du siècle dernier, le poids principal de l'agriculture dans cette région retombait sur des esclaves récemment affranchis ou des descendants d'anciens esclaves et sur des immigrants en provenance d'Haïti.

Les Haïtiens n'avaient pas de familles. Ils vivaient seuls dans leurs misérables huttes de planches de palmier et de toits de palmes, regroupés en hameaux, avec juste la présence de deux ou trois femmes. Durant les quelques mois de campagne sucrière, la distraction était les combats de coqs. Les Haïtiens y misaient une part de leurs misérables revenus, et utilisaient le reste pour acheter des aliments qui, passant par de nombreux intermédiaires, étaient chers.

C'est là que vivait ce propriétaire d'origine galicienne, dans cette exploitation de canne. Il partait seul inspecter ses plantations et parlait avec quiconque le lui demandait ou souhaitait quelque chose. Il acceptait bien souvent les requêtes, pour des raisons plus humanitaires qu'économiques. Il pouvait prendre des décisions.

Les gérants des plantations de l'*United Fruit Company* étaient des Etasuniens triés sur le volet et grassement rémunérés. Ils vivaient entourés de leurs familles dans de splendides demeures, à des endroits choisis. Ils étaient comme des dieux distants que les travailleurs affamés mentionnaient sur un ton de respect. On ne les voyait jamais à la coupe de la canne où intervenaient leurs subordonnés. Les actionnaires des grandes transnationales vivaient aux Etats-Unis ou ailleurs. Les dépenses des plantations étaient budgétisées et nul ne pouvait les dépasser d'un centime.

Je connais très bien la famille issue du second mariage de cet immigrant galicien avec une jeune paysanne cubain, très pauvre, qui, tout comme lui, n'avait jamais été à l'école, très dévouée, entièrement consacrée à sa famille et aux activités économiques de la plantation.

Ceux qui liront à l'étranger ces réflexions sur Internet se surprendront de savoir que ce propriétaire était mon père. Je suis le troisième enfant des sept de ce couple, nés dans une chambre à la campagne, très loin de n'importe quel

hôpital, avec l'aide d'une sage-femme qui était une paysanne consacrée corps et âme à cette tâche et n'ayant que des connaissances empiriques. La Révolution fit don de toutes ces terres au peuple.

Il me reste juste à dire que nous soutenons à fond le décret de nationalisation du brevet à une société transnationale pharmaceutique au Brésil, en vue de la production et la commercialisation d'un médicament contre le sida, l'Efavirenz, qui coûte, comme tant d'autres, un prix abusivement élevé, et le règlement mutuellement satisfaisant donné récemment au différend avec la Bolivie au sujet des deux raffineries de pétrole.

Je réitère le profond respect que nous éprouvons à l'égard du peuple frère brésilien.

Fidel Castro Ruz

Le 14 mai 2007

17 hrs. 12